

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 04/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS J. MENUT**

ZONE INDUSTRIELLE DES YVAUDIERES  
3 RUE DE LA MOTTE  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 398/2025  
Code AIOT : 0010013936

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS J. MENUT implanté 383 RUE DU ROND D'EAU 45590 SAINT-CYR-EN-VAL. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS J. MENUT
- 383 RUE DU ROND D'EAU 45590 SAINT-CYR-EN-VAL
- Code AIOT : 0010013936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les établissements J. MENUT exploitent 6 sites en région Centre-Val de Loire (Vendôme, Tours, Chartres, Bourges et Orléans) et Nouvelle Aquitaine (Poitiers).  
Le site de Saint-Cyr-en-Val mis en service le 15 mai 2020 est :

1. une plateforme de tri transit et regroupement et cisailage de déchets de métaux et un centre de dépollution et démontage de véhicules hors d'usages (VHU).
2. installé sur l'ancien site de la société SERAMECA (Fabricant d'équipements de levage et de manutention).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	2 – NC2 – VI 19/02/2021 – Ecran acoustique et mur coupe- feu	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	5 – NC4 – VI 19/02/2021 – Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	6 – Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	7 – NC5 – VI 19/02/2021 – Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
6	8 – NC6 – VI 19/02/2022 – Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	9 – NC7 – VI 19/02/2021 – Moyens d'interventio	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	n				
8	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Murs coupe-feu	AP Complémentaire du 20/02/2022, article 7.3.1.3.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	3 – Mesure de bruit	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 2 – NC2 – VI 19/02/2021 – Ecran acoustique et mur coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 07/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Un écran acoustique de 3 m de hauteur et de 40 m de longueur est implanté en limite de propriété avec la société Rosselin.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il n'y a pas d'écran acoustique implanté en limite de propriété avec la société Rosselin.

La société Menut a été rachetée par Paprec en aout 2022.

Ce nouvel exploitant prévoit de réaliser un porter à connaissance afin de demander un aménagement de la prescription visée pour supprimer l'obligation d'un écran acoustique. De plus, des mesures de bruit ont été réalisées en 2022 et concluent à une conformité des installations.

Comme prévu par l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2020, l'exploitant peut effectivement demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté dûment motivée (par la mise à jour de l'étude de dangers notamment) s'il le juge nécessaire, auprès de la préfète.

A l'appui de la demande, l'exploitant devra joindre un contrôle des niveaux sonores prenant en compte les différentes sources de nuisances identifiées dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, à savoir :

- les camions ;
- le chariot élévateur avec moteur thermique fonctionnant au GPL ;
- le compresseur ;
- les manipulations des métaux ;
- les pelles à pneus avec moteur thermique fonctionnant au GNR ;
- l'installation de cisailage des déchets métalliques ;
- la grue électrique.

En effet, le rapport des mesures effectuées en 2022 ne prend pas en compte notamment le fonctionnement de la cisaille.

Dans l'attente, le constat est maintenu.

**Constat : L'écran acoustique prescrit en limite de propriété avec la société Rosselin n'est pas présent.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise de œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : 3 – Mesure de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de mesure du niveau de bruit et de l'émergence réalisé par DEKRA et daté du 29 septembre 2022. Le rapport conclut à un impact sonore engendré par l'activité du site conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas respecté le délai prescrit dans l'arrêté pour effectuer ses mesures de bruit mais la mesure des niveaux de bruit en limite de propriété est réalisée.</p> <p><b>Constat :</b> l'exploitant n'a pas effectué la mesure des émergences (ZER jugée trop éloignée) et la mesure n'a pas été effectuée avec les différences sources de bruit en fonctionnement (notamment cisaille). L'écart est donc maintenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : 5 – NC4 – VI 19/02/2021 – Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique dispose d'un dispositif de détection de fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

L'inspection constate que les locaux techniques ne disposent toujours pas de dispositifs de détection de fumées.

Des caméras thermiques sont disposées sur tous les stocks combustibles stockés à l'extérieur.

L'exploitant indique que selon lui, il ne dispose pas de locaux techniques mais d'un hangar, où sont stockés des matériaux combustibles issus de la dépollution des VHU (pneus, carburants notamment).

Si l'exploitant estime que la prescription visée ne décrit pas correctement ses locaux et les dispositions qui leur sont associés, il peut en informer la Préfète en justifiant des dispositions constructives et des barrières de sécurité et le système de détection en place.

Dans l'attente, le constat est maintenu.

**Constat : les locaux techniques ne sont pas pourvus de dispositifs de détection de fumées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise de œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : 6 – Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme applicable et en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de Toiture.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les locaux fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier que les dispositifs de désenfumage du bâtiment sont correctement dimensionnés.</p> <p>L'étude de désenfumage et de détection de fumées évoqué par l'exploitant lors de la précédente inspection n'a pas été réalisée.</p> <p><b>Constat :</b> l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les dispositifs de désenfumage du bâtiment sont correctement dimensionnés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>



répondre au constat formulé.
En cas de sollicitation de délais de mise de œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : 7 – NC5 – VI 19/02/2021 – Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par APAVE le 18/09/2024.</p> <p>Cette vérification est indiquée comme partielle dans le rapport car certains documents n'ont pas été présentés à l'organisme vérificateur. Le rapport conclut à de diverses non-conformités qui peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant présente un devis daté du 11 juin 2025 de la société Clemessy afin de résorber toutes les non conformités du rapport.</p> <p>Dans l'attente du nouveau rapport de vérification des installations électriques qui soit conforme, l'écart est maintenu.</p>

<b>Constat :</b> L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  En cas de sollicitation de délais de mise de œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 6 : 8 – NC6 – VI 19/02/2022 – Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. [...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
<b>Constats :</b>

L'exploitant fournit le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre. Il est daté du 15/04/2025 et semble avoir été réalisé par la société alsacienne de paratonnerres.

La vérification de l'installation a été réalisée 5 ans après l'installation des protections foudre et non 6 mois après, la périodicité n'est pas respectée.

Dans le rapport il a été noté que des protections mécanique du coté droit du bâtiment étaient en mauvais état. Le jour de la visite, l'inspection constate que ces protections mécaniques ont été remplacées par des neuves. L'exploitant indique avoir réalisé ces actions correctives le 10 mai 2025.

Cependant, nombreux points du rapport soulèvent des remarques :

- La notice de vérification et de maintenance de l'installation n'a pas été transmise à l'agent de contrôle. Pour rappel, cette notice de vérification et de maintenance doit être tenue en permanence à disposition de l'inspection des installations classées (confer la prescription ci-dessus). De plus, le rapport indique page 11 que "Ce document nous est nécessaire pour juger ou non de la conformité des installations en place. Sans celle ci, le rapport n'est pas recevable par l'administration."
- Lors du contrôle, il est indiqué dans le rapport que l'intégrité des paratonnerres n'a pas pu être vérifié faute d'accès en toiture. La vérification périodique complète des installations de protection contre la foudre ne peut pas l'être si des items du contrôle n'ont pas pu être vérifié.
- Le rapport présente deux pages de garde différentes, qui mentionnent deux sociétés de contrôle différentes, avec des agents différents pour la même date de contrôle. Quelle société (et agent) a contrôlé les installations foudre ?

Le rapport de vérification conclut à un bon état des installations de protection contre la foudre. **Toutefois, au vu des remarques ci-dessus, la vérification effectué ne peut être recevable et conforme aux attendus règlementaires.**

**Constat : L'établissement n'a pas fait l'objet d'une vérification complète et conforme des installations de protection contre la foudre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre **au constat et aux remarques formulées.**

En cas de sollicitation de délais de mise de œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 7 : 9 – NC7 – VI 19/02/2021 – Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, conformes aux normes en vigueur, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un poteau incendie privé équipé de deux sorties DN40 et DN70 est alimenté par un tuyau en DN150 implantés au nord et délivrant un débit de 186 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures à une pression minimum de 1 bar et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de cette visite, l'inspection n'a contrôlé que le poteau incendie de l'établissement. L'exploitant fournit le rapport de contrôle du débit du poteau incendie réalisé par EUROFEU le 10 juin 2025. Ce rapport n'est pas exploitable en l'état, aucune information concernant un quelconque débit n'est présent dans celui-ci.</p> <p>Concernant l'installation d'auto-extinction sous la tourelle de la grue électrique qui a fait l'objet d'un écart lors de la visite d'inspection précédente :</p> <p>L'exploitant indique avoir évacué le platin de la grue électrique et donc supprimé l'effet domino redouté en cas d'incendie. Il n'envisage pas de réaliser cette installation d'auto-extinction. L'inspection rappelle que comme prévu par l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2020, l'exploitant peut déposer un dossier de modification de son installation auprès du Préfet et demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté en la justifiant. Dans l'attente, le constat est maintenu.</p>

**Constat : Absence de vérification périodique semestrielle exploitable de la disponibilité d'un débit de 93 m<sup>3</sup>/h du poteau incendie.**

**Absence d'installation d'auto extinction sous la tourelle de la grue électrique pour empêcher l'effet dominos en cas d'incendie du tas de platin.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 6.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

**Prescription contrôlée :**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est faite aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence règlementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

**Constats :**

L'exploitant fournit le rapport des mesures de bruits réalisées en 2022.

L'inspection rappelle que la fréquence des mesures de niveaux de bruits est tous les trois ans.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore réalisé de nouvelles mesures des niveaux de bruits.

Une fois celles-ci réalisées, l'exploitant devra fournir le rapport des mesures de bruits faites en 2025.

<b>Constat :</b> l'exploitant n'a pas fourni le rapport des mesures de niveaux de bruits pour l'année 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Murs coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2022, article 7.3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des murs coupe-feu de degré 2 heures séparatifs doivent être mis en place conformément à l'étude de dangers en annexe du dossier de demande d'autorisation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le long des murs est et sud du hangar d'entreposage DAE et DEEE (hauteur 5 m)</li> <li>• le long de la limite de propriété avec l'entreprise ROSSELIN au Nord</li> <li>• entre la cuve de carburant de 5000 l et le mur du bâtiment (hauteur 3m)</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de mur coupe-feu le long de la limite de propriété avec l'entreprise ROSSELIN au nord de l'établissement.  Comme prévu par l'article 1.6.1 l'arrêté préfectoral du 20/02/2020, l'exploitant peut déposer un dossier de modification de son installation auprès du préfet et demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté dûment motivée s'il le juge nécessaire.  Dans l'attente, le constat est maintenu.  <b>Constat :</b> absence de murs coupe-feu au nord de l'installation.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>